



Des membres du groupe Shining Mothers, un groupe de femmes local, participent à l'enseignement des compétences commerciales et à la promotion de leurs droits. Ensemble, elles discutent des problématiques qui concernent leur communauté et les présentent lors de réunions publiques afin de faire entendre leur voix auprès du gouvernement local. Kawangware, Nairobi, Kenya. 2016. Photo : Allan Gichigi/Oxfam

UNE ÉCONOMIE AU SERVICE DES 99 %

Il est temps de construire une économie plus humaine qui profite à tous, et non à quelques privilégiés

SOUS EMBARGO JUSQU'AU lundi 16 janvier 2017, 00h01 GMT

D'après les dernières estimations, seuls huit hommes détiennent autant de richesses que la moitié la plus pauvre de la population mondiale. La croissance profite aux plus riches, au détriment du reste de la société, notamment des plus pauvres. Le modèle économique dans lequel nous évoluons et les principes qui y sont associés nous ont menés à cette situation injuste, extrême et non durable. Notre système économique doit cesser de profiter abusivement à une élite pour se mettre au service du plus grand nombre. Une économie plus humaine exige des États responsables et visionnaires, des entreprises qui travaillent dans l'intérêt des travailleurs et des producteurs, un environnement respecté, la promotion des droits des femmes et une fiscalité robuste et équitable.

www.oxfam.org

À ÉGALITÉ! |  **OXFAM**

UNE ÉCONOMIE AU SERVICE DES 99 %

Quatre années se sont écoulées depuis que le Forum économique mondial a identifié les inégalités économiques croissantes comme principale menace à la stabilité sociale¹, et trois ans depuis que la Banque mondiale a ajouté à son objectif d'éradication de la pauvreté la nécessité de partager la prospérité². Depuis lors, et bien que les dirigeants mondiaux se soient prononcés en faveur d'un objectif mondial de réduction des inégalités, le fossé entre les riches et le reste de la population s'est encore creusé. Cette situation ne peut plus durer. Comme l'a déclaré le président Obama lors de son dernier discours à l'Assemblée générale des Nations unies en septembre 2016 : « La stabilité est illusoire dans un monde où 1 % de l'humanité détient autant de richesses que le reste de la population ».

Pourtant, la crise mondiale des inégalités sévit de plus belle :

- Depuis 2015, les 1 % les plus riches détiennent autant de richesses que le reste de la planète³. En France, les 1 % les plus riches détiennent 25 % des richesses nationales.
- À l'heure actuelle, seuls huit hommes détiennent autant de richesses que la moitié la plus pauvre de la population mondiale⁴. En 2016, seuls 21 milliardaires possèdent autant que les 40 % les plus pauvres de la population française⁵.
- Au cours des 20 prochaines années, 500 personnes transmettront plus de 2 100 milliards de dollars à leurs héritiers, soit plus que le PIB de l'Inde, un pays qui compte 1,3 milliard d'habitants⁶.
- Les revenus des 10 % les plus pauvres ont augmenté de moins de 3 dollars par an entre 1988 et 2011, tandis que l'augmentation des revenus des 1% les plus riches était 182 fois supérieure⁷. En France, alors que le niveau de vie mensuel moyen des plus riches a progressé de 272 euros de 2003 à 2014, celui des plus pauvres a diminué de 31 euros⁸.
- Un PDG d'une entreprise du FTSE 100 (les cent entreprises britanniques les plus capitalisées et cotées à la bourse de Londres) gagne en un an autant que 10 000 ouvriers de l'industrie textile au Bangladesh⁹.
- Aux États-Unis, une nouvelle recherche publiée par l'économiste Thomas Piketty révèle qu'au cours des 30 dernières années, le revenu de la moitié la plus pauvre de la population n'a pas évolué, tandis que celui des 1 % les plus riches a augmenté de 300 %¹⁰.
- Au Vietnam, l'homme le plus riche du pays gagne plus en une journée que ce que touche la personne la plus pauvre en 10 ans¹¹.

Sans changement, les inégalités croissantes menacent de disloquer nos sociétés. Elles exacerbent la criminalité et l'insécurité et ruinent l'éradication de la pauvreté¹². L'espoir s'amenuise, laissant plus de place à la peur.

Du Brexit à l'élection de Donald Trump, en passant par la montée préoccupante du racisme ou la défiance vis-à-vis des partis traditionnels et de la politique, il apparaît de plus en plus clairement qu'un nombre croissant de personnes dans les pays riches ne souhaitent plus accepter ce statu quo. Pourquoi en serait-il autrement, alors même que ce système semble n'avoir produit qu'une stagnation des salaires, des emplois précaires et un fossé croissant entre les riches et les plus démunis ? Le défi consiste à proposer une alternative positive qui n'exacerbe pas les divisions.

« Au Kenya, le fossé entre les riches et les pauvres tourne parfois à l'humiliation. Il y a comme un mur qui sépare les riches des plus pauvres. Certains de leurs enfants conduisent des voitures et en passant sur le bord de la route vous finissez couvert de saletés et autres poussières. S'il pleut, vous serez trempés. »

Jane Muthoni, membre de Shining Mothers, un groupe communautaire soutenu par Oxfam

La situation dans les pays pauvres est tout aussi complexe et préoccupante. Au cours des dernières décennies, des centaines de millions de personnes sont sorties de la pauvreté. Le monde a de quoi en être fier. Pourtant, une personne sur neuf se couche toujours le ventre vide. Si la croissance avait bénéficié aux plus pauvres entre 1990 et 2010, ce sont 700 millions de personnes supplémentaires, principalement des femmes, qui ne vivraient plus dans la pauvreté à l'heure actuelle¹³. Une étude indique que les trois-quarts de la pauvreté extrême pourraient être éradiqués à l'aide des ressources existantes en ajustant la fiscalité et en réduisant les budgets militaires et d'autres dépenses régressives¹⁴. D'après la Banque mondiale, à moins de redoubler d'efforts pour lutter contre les inégalités, il est clair que les dirigeants du monde ne parviendront pas à atteindre leur objectif d'éradiquer l'extrême pauvreté d'ici 2030¹⁵.

Les inégalités ne sont pas une fatalité. La réponse populaire aux inégalités ne doit pas accroître les divisions. *Une économie au service des 99 %* analyse comment les grandes entreprises et les plus fortunés alimentent la crise des inégalités, et ce qui peut être fait pour changer la donne. Ce document revient sur les fausses idées qui nous ont menés dans cette impasse et indique comment construire un monde plus juste basé sur une économie plus humaine qui soit axée non pas sur les profits, mais sur les êtres humains, notamment les plus vulnérables.

COMPRENDRE LES CAUSES DES INÉGALITÉS

Il est indéniable que les grands gagnants de l'économie mondiale actuelle sont les plus riches. Selon une recherche d'Oxfam, au cours des 25 dernières années, les revenus des 1 % les plus riches ont dépassé les revenus cumulés des 50 % les plus pauvres¹⁶. Loin d'être réinjectés dans l'économie, revenus et richesses sont aspirés vers le haut à un rythme alarmant. À quoi cela est-il dû ? Les grandes entreprises et les plus fortunés jouent un rôle déterminant.

Grandes entreprises au service d'une élite

Les grandes entreprises ont obtenu de bons résultats en 2015-2016 : les profits sont au rendez-vous et les dix plus grandes entreprises au monde affichent un chiffre d'affaires cumulé supérieur aux budgets cumulés de 180 pays¹⁷. Les entreprises sont l'ossature de l'économie de marché. Lorsqu'elles œuvrent au bénéfice de tous, elles peuvent être les acteurs clefs de sociétés justes et prospères. Mais lorsqu'elles se mettent au service des nantis, la croissance économique ne profite plus à ceux qui en ont le plus besoin. En vue d'offrir des rendements élevés aux plus fortunés, les grandes entreprises sont encouragées à exploiter davantage les travailleurs et les producteurs, et à échapper à l'impôt qui bénéficierait à tous et en particulier aux plus pauvres.

Pression sur les travailleurs et les producteurs

Tandis que de nombreux PDG, souvent rémunérés en actions, ont vu leur rémunération s'envoler, les salaires de base des producteurs et des travailleurs ont très peu évolué, voire baissé dans certains cas. Le PDG de la plus grande société informatique indienne gagne 416 fois plus qu'un employé ordinaire travaillant dans son entreprise¹⁸. Dans les années 1980, les producteurs de cacao recevaient 16 % de la valeur d'une barre chocolatée, contre seulement 6 % aujourd'hui¹⁹. Dans certains cas extrêmes, des entreprises recourent au travail forcé ou à l'esclavage pour maintenir les coûts de production au niveau le plus bas. Selon l'Organisation internationale du travail, 21 millions de personnes sont en situation de

travail forcé, générant quelque 150 milliards de dollars de bénéfices chaque année²⁰. Les plus grandes entreprises de confection au monde font toutes appel aux usines de filature de coton indiennes, coutumières du travail forcé de jeunes filles²¹. Les femmes et les jeunes filles sont les moins bien rémunérées et évoluent dans les conditions les plus précaires²². Partout dans le monde, les entreprises font sans cesse pression pour réduire les coûts de la main-d'œuvre et veillent à ce que les ouvriers et les producteurs intervenant sur les chaînes logistiques se partagent une part toujours plus petite du gâteau. Cette approche accroît les inégalités et étouffe la demande.

Évasion fiscale

Les entreprises optimisent leurs bénéfices, notamment en allégeant le plus possible leur charge fiscale. Pour cela, elles recourent aux paradis fiscaux ou incitent et influencent les pays à proposer une fiscalité attrayante (allègements, exonérations et taux bas). Au-delà de la généralisation de l'évasion fiscale, les taux d'imposition sur les sociétés sont en baisse partout dans le monde, ce qui assure une charge fiscale minimale pour de nombreuses entreprises. Apple aurait été imposé à seulement 0,005 % sur ses bénéfices réalisés en Europe en 2014²³. Pour les pays en développement, l'évasion fiscale entraîne chaque année un manque à gagner estimé à 100 milliards de dollars²⁴. Les pays se privent de plusieurs milliards supplémentaires en proposant des crédits et exonérations fiscales. Les grands perdants sont les plus pauvres, qui dépendent le plus des services publics que cet important manque à gagner aurait permis de financer. Le Kenya perd chaque année 1,1 milliard de dollars en exonérations fiscales accordées aux entreprises, soit près du double du budget de la santé dans un pays où une femme sur 40 décède lors de l'accouchement²⁵. Deux éléments peuvent motiver un tel comportement de la part des entreprises : la priorité donnée à la rentabilité à court terme pour les actionnaires et l'intensification du « capitalisme de connivence ».

Un capitalisme actionnarial outrancier

Dans de nombreuses régions du monde, les entreprises sont de plus en plus motivées par un seul objectif : optimiser la rentabilité pour leurs actionnaires. Cela implique non seulement de maximiser les bénéfices à court terme, mais également d'octroyer une part encore plus grande de ces bénéfices aux actionnaires. En France, les entreprises du CAC 40 ont distribué pour 55,7 milliards de dividendes en 2016, un chiffre presque équivalent à celui de 2007, avant la crise économique²⁷. Au Royaume-Uni, la part des bénéfices revenant aux actionnaires était de 10 % dans les années 1970 ; elle est désormais de 70%²⁸. En Inde, ce chiffre est plus bas mais connaît une forte croissance. Pour de nombreuses entreprises, il est désormais supérieur à 50 %²⁹. Cette situation a fait l'objet de nombreuses critiques, notamment de la part de Larry Fink, PDG de Blackrock (le plus grand gestionnaire d'actifs au monde)³⁰ et d'Andrew Haldane, économiste en chef au sein de Bank of England³¹. Cette hausse de la rentabilité pour les actionnaires profite aux plus riches (la majorité des actionnaires figurant parmi la frange la plus aisée de la société), ce qui accroît les inégalités. Les investisseurs institutionnels, comme les fonds de pension, détiennent des parts toujours plus modestes dans les entreprises. Il y a trente ans, les fonds de pension détenaient 30 % des actions au Royaume-Uni, contre seulement 3 % actuellement³². Chaque euro de bénéfice octroyé aux actionnaires des grandes entreprises est un euro qui aurait pu être dépensé pour augmenter la rémunération des producteurs ou des travailleurs, contribuer davantage à l'impôts ou investir dans des infrastructures ou dans l'innovation.

« De plus en plus de PDG optent pour des actions susceptibles d'offrir une rentabilité immédiate à leurs actionnaires, à l'image des rachats et de la hausse des dividendes, tout en sous-investissant dans l'innovation, la main-d'œuvre qualifiée ou les dépenses en capital essentielles pour garantir une croissance sur le long terme²⁶. »

Larry Fink, PDG de Blackrock

Un capitalisme de connivence

Comme l'a démontré Oxfam dans son précédent rapport *Une économie au service des 1 %*³³, les entreprises de nombreux secteurs (finance, industrie extractive, confection, pharmaceutique et autre) utilisent leur pouvoir et leur forte influence pour s'assurer que les réglementations et les politiques nationales et internationales soient formulées de manière à soutenir durablement leur rentabilité. Par exemple, les sociétés pétrolières telles que Shell ont activement fait pression sur le Nigeria pour éviter toute hausse des impôts sur les bénéfices³⁴.

Même le secteur des technologies, autrefois considéré comme un secteur plus coopératif, est de plus en plus l'objet de critiques pour connivence. Alphabet, société mère de Google, est devenu l'un des plus grands lobbyistes à Washington et en Europe au sujet des règles anti-trust et de la fiscalité³⁵. Le capitalisme de connivence bénéficie aux riches, aux personnes qui détiennent et gèrent ces entreprises aux dépens du bien commun et de la lutte contre la pauvreté. Cela signifie que des entreprises de moindre envergure peinent à rester compétitives. Face aux cartels et au pouvoir de monopole de certaines entreprises et des personnes ayant des liens étroits avec les gouvernements, les citoyens ordinaires se retrouvent à devoir payer plus pour les biens et les services. Le mexicain Carlos Slim, troisième fortune mondiale, contrôle quelque 70 % des services de téléphonie mobile et 65 % des lignes fixes au Mexique, pesant près de 2 % du PIB³⁶.

Le rôle des plus riches dans la crise des inégalités

À tous les égards, nous vivons dans l'ère des super-riches, un deuxième « âge d'or » qui occulte la corruption et les problèmes sociaux. L'analyse d'Oxfam concernant les plus riches inclut toutes les personnes dont la fortune nette atteint au moins 1 milliard de dollars. Les 1 810 milliardaires en dollars de la liste Forbes pour 2016, dont 89 % d'hommes, détiennent 6 500 milliards de dollars, soit autant que les 70 % les plus pauvres de l'humanité³⁷. Tandis que certains milliardaires doivent surtout leur fortune à leur talent et à leur travail acharné, l'analyse d'Oxfam sur ce groupe révèle qu'un tiers de la fortune des milliardaires dans le monde provient d'héritages, et 43 % sont le fait de l'existence d'une forme de connivence³⁸.

Une fois accumulée ou acquise, une fortune développe sa propre dynamique. Les plus fortunés disposent des moyens suffisants pour s'offrir les meilleurs conseils en investissement. Les richesses qu'ils détiennent depuis 2009 ont d'ailleurs augmenté en moyenne de 11 % par an. Ce taux d'accumulation est largement supérieur à ce que des épargnants ordinaires peuvent obtenir. Que ce soit par le biais de fonds spéculatifs ou d'entrepôts remplis d'œuvres d'art ou de voitures de collection⁴⁰, la très opaque industrie de la gestion de fortune réussit très bien à augmenter encore plus la prospérité des nantis. La fortune de Bill Gates a augmenté de 50 % (soit 25 milliards de dollars) depuis qu'il a quitté Microsoft en 2006, malgré ses efforts louables de faire don d'une bonne partie⁴¹. Si les milliardaires continuent à s'assurer de tels retours sur investissement, le premier trillionnaire au monde verrait le jour d'ici 25 ans. Dans un tel environnement, si vous êtes déjà riche, ne pas devenir encore plus riche requiert un effort particulier.

Les immenses fortunes que l'on retrouve au sommet de la pyramide des richesses et des revenus sont une preuve indiscutable de la crise des inégalités et entravent la lutte contre l'extrême pauvreté. Mais les plus fortunés ne sont pas de simples bénéficiaires de la concentration croissante des richesses. Ils participent activement à sa perpétuation.

Pour cela, ils s'appuient notamment sur leurs investissements. Les plus riches, parmi

« Si justifiées soient-elles au départ, les fortunes se multiplient et se perpétuent parfois au-delà [...] de toute justification rationnelle possible en terme d'utilité sociale³⁹. »

Thomas Piketty, économiste et auteur de *Le Capital au XXI^e siècle*

lesquels figurent les plus gros actionnaires (en particulier dans les fonds d'investissement et les fonds spéculatifs), bénéficient de manière considérable du culte de l'actionnaire qui transforme progressivement le comportement des entreprises.

Optimisation fiscale et achat des politiques

Payer le moins d'impôts possible est une stratégie mise en œuvre par une bonne partie des plus fortunés⁴². À cette fin, ils recourent activement au réseau mondial de juridictions opaques et de paradis fiscaux pour les entreprises, comme l'ont révélé les Panama Papers et d'autres scandales. Les pays se livrent une concurrence pour attirer les plus fortunés, bradant ainsi leur souveraineté. Les exilés fiscaux ultra-fortunés n'ont que l'embarras du choix de la destination car la notion de frontière n'est pas la même pour eux. Pour un investissement d'au moins 2 millions de livres sterling, il est possible d'acheter le droit de vivre, travailler et devenir propriétaire au Royaume-Uni et bénéficier de généreux allègements fiscaux. À Malte, paradis fiscal de grande envergure, la citoyenneté de plein droit se monnaie 650 000 dollars. Gabriel Zucman a estimé que 7 600 milliards de dollars sont dissimulés à l'étranger⁴³. À elle seule, l'Afrique subit un manque à gagner fiscal de 14 milliards de dollars à cause des plus fortunés utilisant des paradis fiscaux. D'après les calculs d'Oxfam, cela suffirait pour financer des soins de santé qui pourraient sauver la vie de quatre millions d'enfants et pour employer assez d'enseignants pour scolariser tous les enfants africains. Les taux d'imposition sur la fortune et sur les revenus les plus élevés n'ont cessé de reculer dans tous les pays les plus riches. Aux États-Unis, la tranche supérieure d'impôt sur le revenu était de 70 % en 1980 ; elle est maintenant de 40 %⁴⁴. Dans les pays en développement, l'imposition des riches est encore plus faible : les recherches d'Oxfam révèlent que le taux supérieur moyen est de 30 % sur les revenus, et que la majorité n'est jamais perçue⁴⁵.

Une bonne partie des plus fortunés utilise également son pouvoir, son influence et ses connexions pour accaparer les politiques et s'assurer que les règles adoptées lui sont favorables. Les milliardaires brésiliens font pression pour réduire les impôts⁴⁷ tout en privilégiant l'hélicoptère pour se rendre au travail, survolant les embouteillages et les infrastructures vieillissantes de Sao Paulo⁴⁸. Parmi les plus riches, certains utilisent aussi leur fortune pour acheter les décisions politiques qui les arrangent, cherchant à influencer les élections et les politiques publiques. Les frères Koch, deux des hommes les plus riches du monde, ont une énorme influence sur les politiques conservatrices aux États-Unis, apportant leur soutien à de nombreux groupes de réflexion influents ainsi qu'au mouvement du Tea Party⁴⁹. Ils pèsent également très lourd sur les opérations visant à discréditer toute initiative de lutte contre le changement climatique. Ce travail d'influence politique mené par les plus fortunés et leurs représentants exacerbe les inégalités en instaurant des « boucles de rétroaction renforcées » au sein desquelles les grands gagnants accumulent toujours plus de ressources pour gagner encore plus la fois suivante⁵⁰.

« Aucune société ne peut supporter ce genre d'inégalités croissantes. En réalité, dans l'histoire humaine, chaque fois que les richesses se sont accumulées de cette façon, les fourches ont fini par sortir. »

Nick Hanauer, milliardaire et entrepreneur américain⁴⁶

LES IDÉES REÇUES DE L'ÉCONOMIE AU SERVICE DES 1 %

L'économie au service des 1 % repose sur un ensemble d'idées reçues qui représentent le fondement de nombreuses politiques, d'investissements et d'activités des gouvernements, des entreprises et des plus riches, aux dépens des plus pauvres et de la société au sens large. Certaines de ces idées concernent l'économie elle-même, d'autres se rapportent à la vision dominante de l'économie définie par ses créateurs comme « néolibéralisme », qui suppose, à tort, que les richesses créées au sommet de la pyramide devraient

« Au lieu de générer de la croissance, certaines politiques néolibérales ont creusé les inégalités au détriment d'une croissance/développement durable. »

« ruisseler » au bénéfice de tous. Le FMI a identifié le néolibéralisme comme une cause déterminante des inégalités croissantes⁵². À moins de réfuter ces idées reçues, nous serons incapables de changer la donne :

1. **Idée reçue n° 1 : Le marché a toujours raison et le rôle des États doit être le plus faible possible.** En réalité, le marché a démontré ses limites à organiser et valoriser une bonne partie de notre vie et de notre avenir communs. Nous avons pu observer à quel point la corruption et la connivence faussent les marchés aux dépens des citoyens ordinaires, et comment la 'productivité' excessive du secteur financier exacerbe les inégalités. La privatisation des services publics comme la santé, l'éducation ou l'eau entraîne l'exclusion des pauvres, et en particulier des femmes.
2. **Idée reçue n° 2 : Les entreprises doivent à tout prix maximiser les bénéfices et la rémunération des actionnaires.** Le fait de maximiser les bénéfices de manière disproportionnée gonfle les revenus de personnes qui sont déjà riches, tout en mettant une pression inutile sur les travailleurs, les agriculteurs, les consommateurs, les fournisseurs, les communautés et l'environnement. Il existe de nombreuses façons plus constructives d'organiser les entreprises de sorte à contribuer à une plus grande prospérité pour tous, et les exemples de réalisations ne manquent pas.
3. **Idée reçue n° 3 : La richesse extrême de certaines personnes est sans conséquence et témoigne d'une réussite ; les inégalités n'ont aucune importance.** Au contraire, l'émergence d'un nouvel âge d'or associé à la concentration des richesses dans les mains de quelques-uns (principalement des hommes) est inefficace du point de vue économique, néfaste sur le plan politique et contraire au progrès collectif. Une distribution plus égalitaire de la richesse est nécessaire.
4. **Idée reçue n° 4 : La croissance du PIB devrait être l'objectif principal de l'élaboration des politiques.** Mais comme le disait Robert Kennedy déjà en 1968 : « Le PIB mesure tout, sauf ce qui fait que la vie vaut la peine d'être vécue. » Le PIB ne tient pas compte du conséquent travail non rémunéré réalisé notamment par les femmes à travers le monde. Il ignore aussi les inégalités, ce qui fait qu'un pays comme la Zambie peut avoir un PIB en forte croissance alors même que le nombre de personnes pauvres augmente.
5. **Idée reçue n° 5 : Notre modèle économique n'est pas sexiste.** Dans les faits, les coupes dans les services publics, la sécurité de l'emploi et les droits du travail frappent surtout les femmes. Les femmes sont représentées de manière disproportionnée dans les emplois les moins sûrs et les moins bien payés, et ont également la charge de la majeure partie du travail non rémunéré, qui n'entre pas en compte dans le PIB mais sans lequel nos économies ne fonctionneraient pas.
6. **Idée reçue n° 6 : Les ressources de notre planète sont illimitées.** Il s'agit non seulement d'un constat erroné, mais aussi d'un postulat qui pourrait avoir des conséquences catastrophiques pour notre planète. Notre modèle économique repose sur l'exploitation de notre environnement en ignorant les limites de notre planète. Ce système économique est parmi les principaux facteurs d'un changement climatique incontrôlé.

« [Le PIB] mesure tout, sauf ce qui fait que la vie vaut la peine d'être vécue⁵³. »

Robert Kennedy, 1968

« On ne saurait élever le monde alors même que la moitié est écrasée. »⁵⁴

Charlotte Perkins Gillman, dans *The Socialist and the Suffragist*

Il faut rapidement réfuter ces six idées reçues. Elles sont obsolètes et rétrogrades et se sont révélées incapables de promouvoir la stabilité et la prospérité pour le plus grand nombre. Elles nous conduisent droit dans le mur. Nous avons un besoin urgent d'un autre mode de fonctionnement économique, une économie plus humaine.

UNE ÉCONOMIE PLUS HUMAINE AU SERVICE DES 99 %

Ensemble, nous devons créer un nouveau sens commun et inverser le paradigme actuel pour concevoir une économie dont le principal objectif est de bénéficier aux 99 %, pas aux 1 %. Le groupe qui devrait le plus bénéficier de notre économie est la population qui vit dans la pauvreté, que ce soit en Ouganda ou aux États-Unis. L'humanité a un incroyable talent, des richesses énormes et une imagination sans borne. Nous devons mobiliser tous ces atouts pour créer une économie plus humaine qui profite à tous, et non à une poignée de privilégié seulement.

Une économie plus humaine serait synonyme de sociétés meilleures et plus justes. Elle garantirait des emplois payés décemment. Elle traiterait les femmes et les hommes sur un pied d'égalité. Personne ne vivrait dans la crainte des dépenses qu'engendrerait une maladie. Chaque enfant aurait la chance de réaliser son plein potentiel. Notre économie prospérerait dans les limites de notre planète et transmettrait un monde meilleur et plus durable aux générations futures.

Les marchés sont un moteur essentiel pour la croissance et la prospérité, mais nous ne pouvons pas continuer à laisser prétendre que ce moteur pilote la voiture ou décide de la meilleure direction à prendre. Les marchés doivent être gérés avec soin dans l'intérêt de tous, afin que les fruits de la croissance soient distribués équitablement tout en garantissant une réponse appropriée au changement climatique ou encore assurer les soins de santé et l'éducation au plus grand nombre, en particulier mais sans s'y limiter dans les pays les plus pauvres.

Une économie plus humaine doit intégrer plusieurs ingrédients essentiels destinés à résoudre les problèmes qui ont contribué à la crise des inégalités que l'on connaît aujourd'hui. Le présent document n'en propose qu'une ébauche, mais aussi des fondations sur lesquelles s'appuyer.

Dans une économie plus humaine :

1. Les gouvernements œuvreront pour les 99 %. Un État responsable est l'arme la plus puissante contre les inégalités extrêmes, ainsi que la cheville ouvrière de toute économie humaine. Les États doivent écouter la voix de tous, pas seulement celle d'une minorité fortunée et de leurs lobbyistes. Pour cela une redynamisation de l'espace civique est nécessaire, en particulier pour faire entendre la voix des femmes et des groupes marginalisés. Plus les États seront responsabilisés, plus nos sociétés seront justes.

2. Les gouvernements coopéreront plutôt que d'agir en simples concurrents. La mondialisation ne peut pas continuer à alimenter un nivellement vers le bas de la fiscalité et du droit du travail qui ne profite qu'aux riches. Nous devons mettre un terme une bonne fois pour toutes à l'ère des paradis fiscaux. Les pays doivent coopérer sur un pied d'égalité pour parvenir à un nouveau consensus mondial et contribuer à un cercle vertueux pour garantir que les entreprises et les particuliers fortunés payent leur juste part d'impôts, que l'environnement soit protégé et que les travailleurs soient bien payés.

3. Les entreprises travailleront pour le bien de tous. Les États doivent soutenir les modèles économiques qui promeuvent clairement un capitalisme profitant à tous et préparent un avenir durable. Les fruits de l'activité économique doivent revenir à ceux qui en sont à l'origine et qui les ont créés : la société, les travailleurs et les communautés locales. Il faut mettre fin au lobby des entreprises et à l'achat de la démocratie. Les gouvernements doivent veiller à ce que les entreprises payent des

salaires équitables et leur juste part d'impôts, et se montrent responsables de leur impact sur la planète.

4. L'extrême concentration de richesse aura disparu pour éradiquer l'extrême pauvreté. L'âge d'or actuel compromet notre avenir et doit prendre fin. Les plus riches doivent être contraints à contribuer plus équitablement à la société dans laquelle ils évoluent et il faut les empêcher de s'en tirer avec des privilèges. Pour ce faire, il est nécessaire que les riches payent leur juste part d'impôts : il faut augmenter les impôts sur la fortune et sur les hauts revenus pour uniformiser les règles du jeu, et lutter contre l'évasion fiscale des riches.

5. Une économie plus humaine œuvrera à l'égalité entre les femmes et les hommes. L'égalité entre les femmes et les hommes sera au cœur de l'économie humaine, garantissant que les deux moitiés de l'humanité disposent des mêmes chances dans la vie et puissent vivre une vie épanouie. Les obstacles à l'émancipation et autonomisation des femmes, notamment concernant l'accès à l'éducation et aux soins de santé, seront définitivement abolis. Les normes sociales ne détermineront plus le rôle d'une femme dans la société. Notamment, le travail de soin non rémunéré sera reconnu, réduit et redistribué.

6. La technologie sera mise au profit des 99 %. Les nouvelles technologies ont un énorme potentiel pour améliorer notre quotidien. Mais cela ne se produira qu'avec l'intervention active des gouvernements, en particulier pour ce qui est du contrôle de ces technologies. La recherche publique est à l'origine de certaines parmi les plus grandes innovations récentes, y compris le smartphone. Les États doivent intervenir pour assurer que les technologies contribuent à réduire les inégalités plutôt qu'à les creuser.

7. Une économie humaine reposera sur des énergies renouvelables. Les carburants fossiles soutiennent la croissance économique depuis l'ère de l'industrialisation, mais ils ne sont pas compatibles avec une économie qui promeut l'intérêt du plus grand nombre. La pollution atmosphérique résultant de la combustion du charbon est responsable de millions de décès prématurés dans le monde, tandis que la dévastation provoquée par le changement climatique frappe le plus durement les plus pauvres et les plus vulnérables. Les énergies renouvelables durables peuvent offrir un accès universel à l'énergie et une croissance énergétique qui respecte les limites de la planète.

8. Ce qui compte vraiment sera valorisé et mesuré. Au-delà du PIB, nous devons mesurer les progrès humains à l'aune des nombreux indicateurs alternatifs disponibles. Ces nouveaux indicateurs doivent tenir compte du travail non rémunéré des femmes à travers le monde. Ils doivent refléter non seulement l'ampleur de l'activité économique, mais aussi la manière dont les revenus et les richesses sont distribués. Ils doivent être étroitement liés à des considérations de durabilité, contribuant à bâtir un monde meilleur aujourd'hui et pour les générations futures. Cela nous permettra de mesurer les progrès réels de nos sociétés.

Nous pouvons et nous devons construire une économie plus humaine avant qu'il ne soit trop tard.

NOTES

- 1 Forum économique mondial (2012), « Global Risk Report 2012 ». http://reports.weforum.org/global-risks-2012/?doing_wp_cron=1478086016.0533339977264404296875
- 2 Banque mondiale (2015), « A Measured Approach to Ending Poverty and Boosting Shared Prosperity: Concepts, Data, and the Twin Goals ». Rapports de recherche sur les politiques. Washington, DC : Banque mondiale. doi:10.1596/978-1-4648-0361-1. <http://www.worldbank.org/en/research/publication/a-measured-approach-to-ending-poverty-and-boosting-shared-prosperity>
- 3 Credit Suisse (2016), « Global Wealth Databook 2016 ». <http://publications.credit-suisse.com/tasks/render/file/index.cfm?fileid=AD6F2B43-B17B-345E-E20A1A254A3E24A5>
- 4 Calculs d'Oxfam basés sur la fortune des plus riches d'après la liste des milliardaires établie par le magazine Forbes, et richesses de la moitié la plus pauvre de la population basées sur le rapport « Global Wealth Databook 2016 » du Credit Suisse.
- 5 Les 21 milliardaires français les plus riches sont : Liliane Bettencourt : héritière de la marque de cosmétiques l'Oréal ; Bernard Arnault : propriétaire du groupe de luxe LVMH ; Serge Dassault : président du groupe aéronautique Dassault ; Francois Pinault : fondateur de Kering un des leaders mondiaux de l'habillement et des accessoires ; Alain Wertheimer et Gerard Wertheimer : propriétaires de Chanel et des cosmétiques Bourjois ; Xavier Niel : fondateur du fournisseur d'accès internet et opérateur mobile Free ; Emmanuel Besnier : PDG de Lactalis ; Jean-Claude Decaux : fondateur de la société JCDecaux ; Patrick Drahi : président-fondateur du consortium luxembourgeois Altice, principal actionnaire du groupe SFR, de Virgin Mobile ; Vincent Bolloré : PDG du groupe Bolloré et à la tête des conseils de surveillance de Vivendi et du groupe Canal+ ; Pierre Bellon : fondateur et président d'honneur de Sodexo ; Carrie Perrodo, propriétaire et co-fondatrice du groupe pétrolier Perenco, Martin & Olivier Bouygues : respectivement PDG et Directeur général délégué du groupe Bouygues ; Michel Leclercq : fondateur de Decathlon ; Alain Merieux : fondateur de bioMérieux, leader mondial de la microbiologie ; Bernard Fraisse, fondateur de Fareva, important sous-traitant pharmaceutique ; Marie Besnier Beauvalot, une des héritières du groupe Lactalis ; Jean-Michel Besnier : un des héritiers du groupe Lactalis ; Jean Pierre Cayard : directeur de la Martiniquaise, spécialisée dans la fabrication et la distribution de vins et spiritueux ; Louis Le Duff : fondateur du Groupe Le Duff, qui regroupe des enseignes de restauration et d'alimentation telles que Brioche Dorée, Del Arte, Bridor, etc.
- 6 UBS/PWC (2016), « Billionaires Insights: Are billionaires feeling the pressure? » <http://uhnw-greatwealth.ubs.com/media/8616/billionaires-report-2016.pdf>
- 7 D. Haroon, S. Ayele et R. Fuentes-Nieva (2016), « Une économie au service des 1 % ». Oxford : Oxfam. https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file_attachments/bp210-economy-one-percent-tax-havens-180116-fr.pdf
- 8 Observatoire des Inégalités (2016), « Les écarts de revenus entre les plus riches et les plus pauvres continuent d'augmenter », <http://www.inegalites.fr/spip.php?article632>
- 9 Calculs par Ergon Associates d'après les données sur les rémunérations des PDG du High Pay Centre et d'après le salaire minimum d'un ouvrier bangladais auquel sont ajoutés les avantages types proposés aux salariés.
- 10 P. Cohen (6 décembre 2016), « A Bigger Economic Pie, but a Smaller Slice for Half of the U.S ». New York Times. <http://www.nytimes.com/2016/12/06/business/economy/a-bigger-economic-pie-but-a-smaller-slice-for-half-of-the-us.html?smid=tw-nytimesbusiness&smtyp=cur>
- 11 Nguyen Tran Lam (2017, à venir), « Even It Up: How to tackle inequality in Vietnam », Oxford : Oxfam. <http://oxf.am/ZLuU>
- 12 E. Seery et A. Caistor Arendar (2014), « À égalité ! Il est temps de mettre fin aux inégalités extrêmes ». Oxford : Oxfam. https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file_attachments/cr-even-it-up-extreme-inequality-291014-fr.pdf
- 13 D. Haroon et J. Slater (2015), « Inequality and the end to extreme poverty ». Oxford : Oxfam. <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/inequality-and-the-end-of-extreme-poverty-577506>
- 14 C. Hoy et A. Sumner (2016), « Gasoline, Guns, and Giveaways: Is There New Capacity for Redistribution to End Three Quarters of Global Poverty? » Center for Global Development, document de travail n° 433. <http://www.cgdev.org/sites/default/files/gasoline-guns-and-giveaways-end-three-quarters-global-poverty-0.pdf>
- 15 Banque mondiale (2016), « Poverty and Shared Prosperity 2016: Taking on Inequality ». Washington, DC : Banque mondiale. doi:10.1596/978-1-4648-0958-3. <http://www.worldbank.org/en/publication/poverty-and-shared-prosperity>
- 16 D. Haroon, S. Ayele et R. Fuentes-Nieva (2016), « Une économie au service des 1 % », op. cit.
- 17 Global Justice Now, Corporations vs governments revenues: 2015 data. http://www.globaljustice.org.uk/sites/default/files/files/resources/corporations_vs_governments_final.pdf
- 18 M. Karnik (6 juillet 2016), « Some Indian CEOs make more than 400 times what their employees are paid ». Site Web de Quartz India. <http://qz.com/445350/heres-how-much-indian-ceos-make-compared-to-the-median-employee-salary/>
- 19 Site Web Make Chocolate Fair : <https://makechocolatefair.org/issues/cocoa-prices-and-income-farmers-0>
- 20 Protocole de l'OIT concernant la convention sur le travail forcé, 2014. http://www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=1000:12100:0::NO::P12100_INSTRUMENT_ID,P12100_LANG_CODE:3174672,fr:NO
- 21 Les entreprises mises en cause dans une étude de 2012 par Anti-Slavery International intitulée « Slavery on the high street: Forced labour in the manufacture of garments for international brands » incluent : Asda-Walmart (Royaume-Uni/États-Unis), Bestseller (Danemark), C&A (Allemagne/Belgique), H&M (Suède), Gap (États-Unis), Inditex (Espagne), Marks and Spencer (Royaume-Uni), Mothercare (Royaume-Uni) et Tesco (Royaume-Uni).

- http://www.antislavery.org/includes/documents/cm_docs/2012/s/1_slavery_on_the_high_street_june_2012_final.pdf
- 22 F. Rhodes, J. Burnley, M. Dolores et. al. (2016), « Underpaid and Undervalued: How inequality defines women's work in Asia », Oxford : Oxfam. <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/underpaid-and-undervalued-how-inequality-defines-womens-work-in-asia-611297>
 - 23 L. Browning et D. Kocieniewski (1er septembre 2016), « Pinning Down Apple's Alleged 0.005% Tax Rate Is Nearly Impossible », Bloomberg Technology (site Web). <https://www.bloomberg.com/news/articles/2016-09-01/pinning-down-apple-s-alleged-0-005-tax-rate-mission-impossible>
 - 24 E. Crivelli, R. De Mooij et M. Keen (2015), « Base Erosion, Profit Shifting and Developing Countries », document de travail du FMI, WP/15/118. <https://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2015/wp15118.pdf>
 - 25 D'après le rapport de Tax Justice Network, les exonérations fiscales privent le Kenya de 1,1 milliard de dollars (ou 100 milliards de shillings kényans) de recettes. http://www.taxjustice.net/cms/upload/pdf/kenya_report_full.pdf Budget alloué à la santé en 2015-2016 de 591 millions de dollars (ou 60 milliards de shillings kényans) ; voir également IBP Kenya, Analysis of Budget Policy Statement 2016 : <http://www.internationalbudget.org/wp-content/uploads/kenya-2016-budget-policy-statement-analysis.pdf>
 - 26 <http://www.businessinsider.com/larry-fink-letter-to-ceos-2015-4?IR=T>
 - 27 La Lettre Vernimmen, n°146 janvier 2017, <http://www.vernimmen.net/>
 - 28 Site Web de The Purpose of the Corporation Project, « Behind the Purpose of the Corporation infographic ». <http://www.purposeofcorporation.org/en/news/5009-behind-the-purpose-of-the-corporation-infographic>
 - 29 A. Shah et A. Ramarathinam (8 juin 2015), « Corporate dividend ratio payout at highest in at least 11 years ». Livemint.com. <http://www.livemint.com/Companies/dfDBLg9PicEj11Tk9ltY4H/Corporate-dividend-payout-ratio-at-highest-in-at-least-11-ye.html>
 - 30 « BlackRock CEO Larry Fink tells the world's biggest business leaders to stop worrying about short-term results ». [www.businessinsider.com. http://www.businessinsider.com/larry-fink-letter-to-ceos-2015-4?IR=T](http://www.businessinsider.com/larry-fink-letter-to-ceos-2015-4?IR=T)
 - 31 J. Williamson (28 juillet 2015), « Andy Haldane: Shareholder primacy is bad for economic growth » sur le site touchstoneblog.org.uk. <http://touchstoneblog.org.uk/2015/07/andy-haldane-shareholder-primacy-is-bad-for-economic-growth/>
 - 32 Site Web de l'Office for National Statistics, « Ownership of UK Quoted Shares: 2014 ». <http://www.ons.gov.uk/economy/investmentspensionsandtrusts/bulletins/ownershipofukquotedshares/2015-09-02>
 - 33 D. Haroon, S. Ayele et R. Fuentes-Nieva (2016), « Une économie au service des 1 % », op. cit.
 - 34 Global Witness, « Shell shareholders at risk from billion dollar Nigerian oil scandal, says Global Witness », communiqué de presse, 19 mai 2015. <https://www.globalwitness.org/en/press-releases/shell-shareholders-risk-billion-dollar-nigerian-oil-scandal-says-global-witness/>
 - 35 G. Wheelwright (25 septembre 2016), « What are the big tech companies lobbying for this election? » Site Web de The Guardian. <https://www.theguardian.com/technology/2016/sep/26/tech-news-lobby-election-taxes-tp-national-security>
 - 36 M. Stryzowska (2012), « Estimation of Loss in Consumer Surplus Resulting from Excessive Pricing of Telecommunication Services in Mexico », OECD Digital Economy Papers, No. 191, Publication de l'OCDE. <http://dx.doi.org/10.1787/5k9gtw51j4vb-en>. <http://www.oecd.org/centrodemexico/49539257.pdf>
 - 37 Forbes (2016), « The World's Billionaires ». <http://www.forbes.com/billionaires/list/>
 - 38 D. Jacobs (2015), « Extreme Wealth Is Not Merited », Document de travail d'Oxfam. <https://www.oxfam.org/en/research/extreme-wealth-not-merited>
 - 39 T. Piketty (2014), Le Capital au XXIe siècle
 - 40 Site Web de The Economist (23 novembre 2013), « Über-warehouses for the ultra-rich ». <http://www.economist.com/news/briefing/21590353-ever-more-wealth-being-parked-fancy-storage-facilities-some-customers-they-are>
 - 41 Liste Forbes des milliardaires, 2006 et 2016
 - 42 B. Harrington (2016), Capital without Borders: Wealth Managers and the One Percent.
 - 43 G. Zuchman (2015), The Hidden Wealth of Nations, University of Chicago Press.
 - 44 www.data360.org. http://www.data360.org/dsg.aspx?Data_Set_Group_Id=475
 - 45 Publication à venir, « Commitment to reducing Inequality Index »
 - 46 N. Hanauer (2014), « The Pitchforks are Coming... For Us Plutocrats », http://politico.com/magazine/story/2014/06/the-pitchforks-are-coming-for-us-plutocrats-108014.html#_U_S56MVdVfY
 - 47 A. Cuadros (2016), Brazillionaires: Wealth, Power, Decadence and Hope in an American Country. <http://alexcuadros.com/brazillionaires/>
 - 48 El País Brasil (15 juillet 2016), « São Paulo: a metrópole dos helicópteros ». http://brasil.elpais.com/brasil/2016/07/14/politica/1468519702_827813.html
 - 49 J. Mayer (2016), Dark Money: The Hidden History of the Billionaires Behind the Rise of the Radical Right. https://www.amazon.com/Dark-Money-History-Billionaires-Radical/dp/0385535597/ref=la_B000APC6Q6_1_1/154-3729860-5160132?s=books&ie=UTF8&qid=1480689221&sr=1-1
 - 50 D. Meadows (2008), Thinking in Systems: A Primer, edited by Dianna Wright, Chelsea Green Publishing, White River Junction, p. 156.

- 51 <http://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/2016/06/ostry.htm>
- 52 J. D. Ostry, P. Loungani et D. Furceri (2016), « Neoliberalism: Oversold? », Finance & Development, juin 2016, FMI. <https://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/2016/06/pdf/ostry.pdf>
- 53 <https://www.jfklibrary.org/Research/Research-Aids/Ready-Reference/RFK-Speeches/Remarks-of-Robert-F-Kennedy-at-the-University-of-Kansas-March-18-1968.aspx>
- 54 <http://digital.library.upenn.edu/women/gilman/suffrage/su-socialist.html>

© Oxfam International janvier 2017

Ce document a été rédigé par Deborah Hardoon. Oxfam remercie Max Lawson, Erinch Sahan, Katherine Trebeck and Katy Wright pour leur assistance dans la réalisation. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter : advocacy@oxfaminternational.org

Ce document est soumis aux droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : policyandpractice@oxfam.org.uk.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-0-85598-864-7 en janvier 2017. Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 20 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans plus de 90 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org.

Oxfam Afrique du Sud

(<http://www.oxfam.org.za/>)

Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)

Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)

Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)

Oxfam Canada (www.oxfam.ca)

Oxfam France (www.oxfamfrance.org)

Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)

Oxfam GB (www.oxfam.org.uk)

Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)

Oxfam IBIS (Danemark) (<http://oxfamibis.dk/>)

Oxfam Inde (www.oxfamindia.org)

Oxfam Intermón (Espagne)

(www.intermonoxfam.org)

Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)

Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)

Oxfam Japon (www.oxfam.jp)

Oxfam Mexique (www.oxfammexico.org)

Oxfam Nouvelle-Zélande

(www.oxfam.org.nz)

Oxfam Novib (Pays-Bas)

(www.oxfamnovib.nl)

Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)

Membre observateur :

Oxfam Brésil (www.oxfam.org.br)